

Berne prend congé du multilatéralisme

DAVOS. Le gouvernement estime que le monde entre dans une nouvelle ère dont il peine encore à définir les contours, alors que les Etats-Unis semblent ne plus compter que sur la force.

Pascal Schmuck, Davos

La Confédération a pris conscience que les relations entre les Etats avaient évolué. C'est la teneur du message qu'a adressé le président Guy Parmelin devant les médias jeudi soir. Tout en tirant un «bilan positif» de son intense semaine au Forum économique mondial (WEF), ce qu'il a retenu «aussi et peut-être surtout, c'est que le monde a définitivement changé».

«Ce qui était planifiable assez simplement ne l'est plus: il faut faire preuve de flexibilité, il faut s'adapter. On voit avec le retour du protectionnisme que des choses qui nous apparaissaient difficilement possibles auparavant sont aujourd'hui présentes discrètement, souvent sous le radar», a déclaré le conseiller fédéral. Le Vaudois n'a pas non plus exclu que «ce protectionnisme ne se développe encore davantage».

«Nouvelle ère, sans retour en arrière possible»

Ces propos ont fait écho à ce que son collègue des Affaires étrangères Ignazio Cassis a déclaré un peu plus tôt dans la journée. Le Tessinois a évoqué jeudi une «nouvelle ère, sans retour en arrière possible». Et d'ajouter que le multilatéralisme doit être adapté dans ce monde «totalement nouveau». «Nous essayons encore de rechercher une interprétation, un contour de ce qui commence où», a-t-il ajouté ensuite.



Guy Parmelin. «Il faut faire preuve de flexibilité. [...] On voit avec le retour du protectionnisme que des choses qui nous apparaissaient difficilement possibles auparavant sont aujourd'hui présentes discrètement.»

C'est dans ces conditions que Guy Parmelin a donné quelques détails sur sa première rencontre avec l'émissaire américain au Commerce, Jamieson Greer, pour la finalisation de l'accord douanier d'ici à fin mars entre les deux pays. «Nous avons convenu que nous étions prêts pour commencer rapidement à négocier. Le prochain round aura lieu très vite à Berne», a indiqué le conseiller fédéral. Qui a précisé que «la date défini-

tive n'est pas encore fixée». Il ne s'est pas non plus avancé sur le nombre de «rounds» qu'il faudra pour arriver à un accord.

Le patron du Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche (DEFR) s'est voulu modestement optimiste. Il a confirmé que le climat entre les deux parties était bon et que les Américains avaient pleinement conscience que les discussions porteront uniquement sur ce qui a été défini

dans la déclaration commune. «Et si nous sortons de ce cadre, cela va ralentir les opérations puisque nous devons consulter à nouveau les deux commissions des affaires étrangères et les cantons», a précisé Guy Parmelin, sans exclure des «surprises».

Il s'est en tout cas réjoui de voir la Suisse invitée au G20 Finance qui se tiendra en 2026 aux Etats-Unis, «ce qui montre qu'à Washington, on voit le poids financier de la Suisse».

Cet échange est intervenu au lendemain d'un discours offensif tenu par Donald Trump au Centre des congrès à Davos et au moment où le président américain présentait son «Conseil de paix» (*lire ci-dessous*). Un accord doit encore être formellement adopté d'ici au 31 mars pour sécuriser la déclaration commune de novembre. Les discussions entre les deux présidents ont été décrites par Guy Parmelin comme «courtoises mais fermes».

Le patron de la Chambre de commerce Suisse-Etats-Unis, Rahul Sahgal, n'a pas caché son inquiétude. Il a estimé jeudi que la Confédération n'avait pas la main sur les négociations et qu'elle appliquait une politique trop réactive. Il a par ailleurs appelé l'Europe dans son ensemble à «se réveiller».

L'OMC en mort cérébrale

Guy Parmelin s'était déjà montré réaliste mercredi soir, après sa rencontre avec Donald Trump et plusieurs responsables américains. Il espérait que «le multilatéralisme retrouve des couleurs à un moment ou à un autre, mais pour cela il faudrait que les règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) soient respectées et surtout qu'elles soient peut-être réformées».

Il a pu s'entretenir à ce sujet jeudi lors de la mini-rencontre ministérielle qui s'est tenue traditionnellement dans la station grisonne en pré-

sence de 21 membres et de sa directrice générale Ngozi Okonjo-Iweala. Le sommet formel aura lieu dans deux mois à Yaoundé au Cameroun.

«Nous avons eu un échange ouvert et animé sur le rôle important de l'OMC dans le contexte des tensions commerciales croissantes que nous vivons», a indiqué Guy Parmelin. Sans cacher non plus les difficultés que rencontre l'organisation, puisqu'elle est paralysée depuis décembre 2019, les Etats-Unis bloquant son organe de règlement des différends en s'opposant à la nomination de nouveaux juges, ce qui rend la plus haute instance commerciale inopérante.

«L'OMC est maintenant arrivée à un point où il faut absolument trouver des solutions, faute de quoi elle risque de perdre sa crédibilité», s'est inquiété le Vaudois, estimant que le monde se trouvait à la croisée des chemins. «Si nous ne savons pas comment aller concrètement de l'avant, nous aurons encore davantage de problèmes», a-t-il prédit.

Il a rappelé que 87% des pays suivent encore les règles de l'organisation qui se retrouve impuissante dans l'offensive des «tariffs» lancée par Donald Trump. Ce dernier a d'ailleurs fait volte-face mercredi soir en annulant les droits de douane qu'il menaçait d'infliger aux pays hostiles à sa volonté de prendre le contrôle du Groenland. ■